

# L'importance de la distribution de la richesse

*La science économique ne peut pas éluder les questions de distribution, elle doit faire de la place aux perspectives d'autres disciplines*

**Binyamin Appelbaum**



PHOTO : D.JENNO BACVIC

**NOUS VIVONS DANS UNE ÈRE** d'abondance matérielle et de malaise social. Un quart de millénaire de révolution industrielle a entraîné un accroissement fabuleux de la prospérité : près de 8 milliards d'habitants et suffisamment de richesse pour permettre à chacun d'eux de vivre dans un confort sans précédent.

Le problème, bien entendu, réside dans la distribution de cette richesse.

La progression des inégalités économiques dans le monde développé nuit à la croissance et met à rude épreuve le tissu de la démocratie libérale. Et les économistes, qui exercent une profonde influence sur l'élaboration des politiques publiques, ont un rôle primordial à jouer pour analyser les inégalités de distribution, explorer les conséquences et conseiller des remèdes. Les cinquante

dernières années ont produit des quantités phénoménales de données, et, ces dix dernières années, surtout chez les plus jeunes économistes, on assiste à un net regain d'intérêt et de mobilisation.

Tout comme les économistes ont appris à intégrer le développement du savoir dans leur compréhension du monde, tout comme ils ont, pour la plupart, accepté la nécessité de lutter contre les imperfections des marchés financiers, de même, ils s'attaquent aussi aujourd'hui sérieusement aux complexités de la distribution de la richesse.

Toutefois, en tant qu'observateur attentif, bien qu'extérieur, de la discipline économique, il me semble que la mobilisation sur ces questions reste limitée par un cer-

**L'indifférence avec laquelle la discipline économique a toujours considéré la distribution de la prospérité est au détriment en particulier des minorités.**

tain nombre de facteurs. Nombre d'économistes ont des doutes persistants sur l'importance des questions de distribution des revenus : beaucoup hésitent à s'investir dans ce qu'ils considèrent comme des questions normatives. Et ces doutes et ces appréhensions sont inextricablement liés au mépris de cette discipline pour d'autres formes de savoir et à son manque de diversité.

L'indifférence avec laquelle la discipline économique a toujours considéré la distribution de la prospérité est au détriment en particulier des minorités, et il n'est pas exagéré de suggérer qu'une profession plus diversifiée pourrait aboutir à des conclusions différentes. De toute évidence, une telle affirmation offusque un certain nombre d'économistes. Milton Friedman avait coutume de dire que les opinions politiques des bons économistes étaient impossibles à détecter dans leurs travaux universitaires. Il n'avait pas assez de recul sur lui-même pour se rendre compte que ses intérêts, ses méthodes et ses conclusions

étaient tous éclairés par son expérience de vie et, en cela, il était simplement comme tout le monde.

Dans un certain nombre de cas, une plus grande diversité peut apporter une plus grande clarté. Dans d'autres, elle peut entraîner une plus grande confusion, car de nouvelles voix remettent en question les vieilles certitudes. Mais c'est aussi une forme de clarté : elle nous dit ce que nous ne savons pas.

### Équité versus efficacité

L'inégalité est un enjeu économique. Les études sont de plus en plus nombreuses à souligner son importance. La distribution de la richesse et des revenus a une influence significative sur la répartition des chances, sur la mécanique du cycle conjoncturel et sur le rythme d'innovation. Les inégalités faussent aussi les politiques des pouvoirs publics, en accroissant le pouvoir des élites qui touchent des rentes et de ceux qui demandent de l'aide, tout en amoindrissant la notion d'objectif commun nécessaire à l'investissement public dans l'éducation, l'infrastructure et la recherche.

Pendant des décennies, les économistes traditionnels ont soutenu que les efforts entrepris pour remédier aux inégalités par des mesures de redistribution de la richesse nuiraient à la croissance, ce qu'Arthur Okun a appelé « le grand compromis ». Mais la progression des inégalités au cours du demi-siècle dernier a eu un côté positif : elle a donné l'occasion d'étudier leur impact sur le monde réel. Un certain nombre d'études récentes, notamment les travaux de Jonathan D. Ostry et de ses collègues du FMI (Ostry, Loungani et Berg, 2019), concluent que des niveaux élevés d'inégalités entravent effectivement la croissance.

Toutefois, même parmi les économistes qui considèrent ces preuves comme irréfutables, on constate une certaine hésitation à intégrer les aspects distributionnels dans les conseils que les professeurs prodiguent aux décideurs. Les économistes conçoivent depuis longtemps leur rôle dans les débats de politique publique comme celui de « partisan et défenseur de l'efficacité », pour reprendre les termes de Charles Schultze, conseiller des présidents Lyndon B. Johnson et Jimmy Carter, car ils estiment notamment qu'en préconisant l'efficacité, ils représentent les intérêts de l'homme et de la femme de la rue. « Sans économiste dans la salle, c'est chacun pour soi : chacun à la recherche de son petit intérêt personnel sans aucune voix pour défendre l'efficacité. Et ce que l'on entend réellement par « efficacité », c'est « chaque citoyen américain », explique Michael Greenstone, économiste de l'université de Chicago qui a travaillé au sein du gouvernement Obama. Les données des cinquante dernières années montrent clairement que le simple fait de prôner

l'efficacité n'aboutit pas aux meilleurs résultats pour ces simples citoyens. Mais ce rôle de l'économiste a une valeur réelle, personne d'autre n'est susceptible de le jouer, et il est donc raisonnable d'avoir une certaine hésitation sur les conséquences d'une démarche qui en dévierait.

En outre, nombre d'économistes clament leur réticence à se mêler de ce qu'ils considèrent comme un débat politique sur la répartition de la production économique. En conséquence, les économistes peaufinent souvent cette question de distribution de la richesse en précisant que les bienfaits d'une plus grande efficacité de la politique économique pourraient être distribués avec équité, peu importe ce que l'on entend par là, mais qu'il incombe aux responsables politiques d'élaborer les détails. Paul Romer, lauréat du prix Nobel d'économie, a affirmé dans un récent essai (Romer, 2020) que les économistes n'ont qu'à simplement « dire « non » lorsque les responsables gouvernementaux leur demandent une réponse à une question normative ».

Je reconnais l'attrait du conseil de Romer. La confiance excessive est une caractéristique commune aux disciplines qui cherchent à aboutir à des conclusions pratiques. Elle est peut-être même nécessaire : après tout, il faut faire des choix. Mais il y a un attrait évident à limiter l'ampleur des dégâts potentiels.

Le problème est qu'il est impossible d'éviter les jugements normatifs.

Dans les années 80, par exemple, la plupart des économistes traditionnels étaient favorables à l'élimination des lois sur le salaire minimum. En 1987, mes prédécesseurs au *New York Times* ont écrit des éditoriaux en faveur de l'élimination de ces lois, en invoquant un « consensus virtuel chez les économistes pour dire que le concept de salaire minimum est devenu obsolète ». Il s'agissait uniquement d'un jugement sur l'efficacité économique. Les économistes n'ont pas feint de peser d'autres arguments en faveur du salaire minimum. Mais, en préconisant un changement de politique au nom de l'efficacité, ils ont implicitement dévalorisé de tels arguments. (Et il s'est avéré que même l'argument de l'efficacité était erroné. Quelques années plus tard, deux économistes ont pris la mesure radicale de rassembler des preuves et ont abouti à une conclusion différente. Les travailleurs américains en subissent encore les conséquences.)

Même les économistes qui adhèrent de bonne foi — en fait, surtout les économistes qui adhèrent de bonne foi — à l'idée qu'il faut éviter de donner des conseils en matière de distribution de la richesse doivent reconnaître que, dans la pratique, ils poussent à exclure du débat public toute question de cet ordre. Si l'on s'intéresse vraiment aux questions de distribution de la richesse, il convient

## La pollinisation croisée avec d'autres disciplines a enrichi la science économique, mais l'objectif ne doit pas être de créer une sorte de super-science sociale hybride.

de les traiter comme l'objectif premier d'une politique publique, et non comme un sous-produit qui nécessite des mesures correctrices.

Il est particulièrement problématique de voir des économistes soutenir qu'une politique économique est globalement bénéfique s'il n'existe aucun mécanisme pour assurer une vaste distribution de ses bienfaits. Les économistes ont souvent préconisé des accords commerciaux en calculant les avantages nets et en remettant à plus tard les questions de distribution de la richesse. Mais il y a rarement un deuxième acte. « L'argument a toujours été que les gagnants pourraient compenser les perdants », m'a dit il y a quelques années l'économiste Joseph Stiglitz, aussi lauréat du prix Nobel d'économie. « Mais les gagnants ne le font jamais. » L'entreprise Huffy, par exemple, a construit environ 2 millions de bicyclettes par an dans la ville de Celina, dans l'Ohio, jusqu'à ce qu'elle délocalise sa production en Chine en 1998 pour satisfaire la demande de Walmart en bicyclettes meilleur marché. Aujourd'hui, il y a un magasin Walmart là où les travailleurs de Huffy garaient autrefois leurs voitures, et tous les habitants de Celina — et tous les habitants de toutes les villes des États-Unis — peuvent acheter des bicyclettes moins chères. Mais les travailleurs ont perdu leur emploi, et les promesses d'aide n'ont pour la plupart pas été tenues. Plaider pour l'intérêt du « peuple » dans l'abstrait finit souvent par ressembler beaucoup à une cruelle indifférence envers les vraies personnes.

### Pollinisation croisée

Il ne s'agit pas de dire ici que les économistes doivent aspirer à donner des orientations exhaustives sur la répartition optimale de la production économique. Ils ne le peuvent pas. La pollinisation croisée avec d'autres disciplines a enrichi la science économique, en intégrant les perspectives de la psychologie ; en reposant sur les travaux des démographes qui étudient la dimension spatiale de l'activité économique ; et en examinant l'évolution des idées économiques dans le temps. Mais l'objectif ne doit pas être de créer une sorte de super-science sociale hybride.

Il convient plutôt de laisser de la place à d'autres perspectives. Les économistes peuvent donner de meilleures orientations aux décideurs en soulignant l'importance de la distribution de la richesse et l'importance de tenir compte d'autres types de connaissances.

Nombre d'études psychologiques préoccupantes, par exemple, expliquent que les inégalités économiques reproduisent les effets de la pauvreté absolue sur la santé physique et mentale. Cette perspective ne s'intègre pas facilement dans les modèles économiques, et ce n'est d'ailleurs pas nécessaire. La question clé est de savoir comment assurer que cette information soit intégrée dans le processus de prise de décision au même titre que l'analyse économique.

Selon un vieil adage, il y a deux types de scientifiques : ceux qui essaient de comprendre le monde et ceux qui essaient de le changer. De par sa nature, la science économique se place nettement dans la deuxième catégorie, mais les économistes ne semblent pas toujours reconnaître les conséquences. Considérer les questions de distribution de la richesse comme à part relève de la naïveté politique, ce qui a donc tendance à limiter l'influence bénéfique des idées économiques. L'économiste du développement Gustav Ranis a observé que les économistes ont eu du mal à influencer la politique économique de nombre de pays en développement, car ils avaient établi leurs priorités à l'envers. Ils insistaient sur l'efficacité comme objectif premier de la politique publique, tout en considérant la stabilité politique et l'équité dans la distribution de la richesse comme des avantages de la croissance qui en résulte. Pour Ranis, cette liste de priorités doit être inversée. Il convient de reconnaître que les politiques publiques doivent être équitables et propices à la stabilité avant de pouvoir favoriser des mesures visant à accroître l'efficacité.

C'est là une vérité convaincante : peu importe à quel point vous pensez comprendre le monde, vous avez toujours besoin de persuader les autres de vous écouter. **FD**

**BINYAMIN APPELBAUM** est l'auteur de *The Economists' Hour: False Prophets, Free Markets and the Fracture of Society* et éditorialiste principal sur le monde des affaires et l'économie au comité de rédaction du *New York Times*.

### Bibliographie :

Boushey, Heather. 2019. *Unbound: How Inequality Constricts Our Economy and What We Can Do about It*. Cambridge, MA: Harvard University Press.

Ostry, Jonathan D., Prakash Loungani, and Andrew Berg. 2019. *Confronting Inequality: How Societies Can Choose Inclusive Growth*. New York: Columbia University Press.

Payne, Keith B. 2017. *The Broken Ladder: How Inequality Affects the Way We Think, Live, and Die*. New York: Viking Penguin.

Romer, Paul. 2020. "The Dismal Kingdom: Do Economists Have Too Much Power?" *Foreign Affairs* (March/April).